

31 AOUT 2016

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Unité Territoriale
des Hauts-de-Seine

Arrêté DRE n°2016-137 du 24 août 2016 mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les articles 1.2.1, 1.6.1, 5.1.3.1, 8.2.3, 8.4.3 et 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012 réglementant l'exploitation de la plate-forme de valorisation de déchets métalliques située 3/5, route du Môle Central à Gennevilliers.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative, et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L.511-1 et L 514-1,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté MCI n°2016-21 du 31 mars 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2012-112 du 6 juin 2012 réglementant l'exploitation de la plate forme de valorisation de déchets métalliques de la société REVIVAL située 3/5, route du Môle Central à GENNEVILLIERS,

Vu le rapport de Madame Le chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en date du 29 juillet 2016 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection en date du 22 juillet 2016 le non-respect des articles 1.2.1, 1.6.1, 5.1.3.1, 8.2.3, 8.4.3 et 8.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 juin 2012,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 juillet 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, proposant au préfet des Hauts-de-Seine de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure et invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaitait des observations, dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant;

Vu le courrier adressé le 12 août 2016, notifié le 17 août 2016, à la société REVIVAL concernant la visite d'inspection du 22 juillet 2016 et les suites à donner afin d'assurer le respect de mon arrêté du 6 juin 2012,

Considérant que lors de la visite en date du 22 juillet 2016, l'inspecteur des installations classées a constaté les non-conformités suivantes :

- **Non-conformité notable n°2** : contrairement à l'article 1.6.1. de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, avant leur réalisation, les modifications apportées aux installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) ainsi que tous les éléments d'appréciation ;
- **Non-conformité notable n°3** : contrairement à l'article 8.2.3. de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012, les pneumatiques usagés ne sont pas entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Ils ne sont pas stockés en bennes. Le stockage de pneumatiques, d'un volume au moins égal à 50 m³, n'est pas isolé des autres installations par des espaces libres de 8 mètres ;
- **Non-conformité notable n°4** : contrairement à l'article 8.4.3. de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012, des VHU dépollués ne sont pas stockés sur la zone extérieure de stockage des ferrailles à broyer ;
- **Non-conformité notable n°5** : contrairement à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012, la quantité d'oxygène susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à la quantité autorisée ;
- **Non-conformité notable n°6** : contrairement à l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012, les récipients de gaz inflammables ne sont pas séparés des récipients d'oxygène par une distance de 5 mètres ou par un mur plein de degré 2 heures ;
- **Non-conformité notable n°7** : contrairement à l'article 5.1.3.1. de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012, les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés ne sont pas affichés visiblement à l'entrée du centre d'apports volontaires.

Considérant que le non respect de ces dispositions est imputable à la société REVIVAL et qu'il y a lieu au regard des intérêts protégés par l'article L. 511.1 du code de l'environnement de prendre à l'encontre de cet exploitant un arrêté de mise en demeure.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société REVIVAL, dont le siège social est situé ZI n°4 - BP 8 - 59880 SAINT-SAULVE, représentée par Monsieur SIEBERT, Président, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter, **dans un délai d'un mois**, pour les installations classées pour la protection de l'environnement situées au 3/5, route du Môle Central à Gennevilliers les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012 :

- l'article 1.6.1, en portant à la connaissance du préfet les modifications aux installations qui ont été apportées et/ou qui sont projetées, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter avec tous les éléments d'appréciation ;
- l'article 8.2.3, relatif à l'entreposage des pneumatiques; en les stockant dans des bennes et en les isolant des autres installations par des espaces libres de 8 mètres,
- l'article 8.4.3, relatif au stockage des véhicules hors d'usage (VHU) en les stockant sur la zone extérieure de stockage des ferrailles à broyer;

- l'article 1.2.1, en respectant la quantité d'oxygène autorisée susceptible d'être présente dans l'installation ;
- l'article 8.6.3, en séparant le stockage des récipients de gaz inflammables de celui des récipients d'oxygène, d'une distance de 5 m par un mur plein de degré de résistance de 2h,
- l'article 5.1.3.1, en affichant les jours et heures d'ouverture du site ainsi que la liste des déchets acceptés, à l'entrée du centre d'apports volontaires.

ARTICLE 2 :

A défaut de respecter cette mise en demeure, il pourra être fait application des autres mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société REVIVAL,
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

La Sous-Préfète
Directrice de Cabinet

Mélanie VILLIERS-JACQUAT